Macro Dev

Macroéconomie et développement
JUIN 2024 I N° 56

Turquie – Maintenir le nouveau cap, pour la prospérité… et la postérité

Auteur
Sylvain Bellefontaine

ÉDITIONS AFD

Sommaire

Résumé p. 4
Sylvain Bellefontaine

1. Un test de démocratie élective globalement rassurant, entre clivage de la société turque et vote-sanction de la politique économique… p. 5

2. …source de fragilisation des acquis socioéconomiques p. 6

3. Le difficile chemin de la stabilisation macro-financière après la dérive des « Erdoğanomics » p. 8

4. Améliorer le climat des affaires et relancer les réformes pour soutenir la croissance, la compétitivité et la transformation structurelle de l'économie… p. 12

5. …y compris la transformation verte p. 14

Références bibliographiques p. 16

Liste des graphiques p. 17

Liste des sigles et abréviations p. 18

Turquie – Maintenir le nouveau cap, pour la prospérité…et la postérité

Sylvain Bellefontaine – bellefontaines@afd.fr

Date de fin de rédaction : 06/05/2023

Résumé : Economie diversifiée et industrialisée, membre de l'OTAN depuis 1952, membre fondateur de l'OCDE en 1961 et membre du G20, la Turquie[1] jouit d'une position géostratégique enviable et présente des indicateurs de développement et de capital humain satisfaisants, à mettre au crédit de la première décennie de l'ère Erdoğan-AKP (2002-2012), mais érodés au cours des dernières années. Au cœur des enjeux de développement socioéconomiques pour les prochaines décennies figurent 1/ la stabilité politique et géopolitique au sein d'une région tourmentée ; 2/ l'atteinte du statut de pays à haut revenu et d'une prospérité profitable à l'ensemble de la population ; 3/ une accélération décisive des politiques d'adaptation au changement climatique et de transition, d'efficacité, ainsi que d'indépendance énergétique.

La première décennie qui a suivi l'accession au pouvoir du parti de la Justice et du Développement (AKP) en 2002 a été marquée par le succès de la restauration de la stabilité macroéconomique suite à la crise financière de 2001 et s'est accompagnée d'un développement socioéconomique assez remarquable. La seconde décennie a vu l'action gouvernementale se focaliser davantage sur les questions sociétales et morales, au détriment des fondamentaux macroéconomiques et des réformes structurelles. La troisième décennie qui s'ouvre en même temps que le second centenaire de la République de Turquie, fondée en 1923, doit remettre l'économie, la prospérité et la cohésion nationale au cœur des priorités. Afin d'assurer la postérité de son action, le président Recep Tayyip Erdoğan pourrait désormais consacrer à cette tâche ce qui devrait être son ultime mandat à la tête du pays (2023-2028).

Amorcé suite aux élections générales de mai 2023 remportées par le président Erdoğan, le virage orthodoxe de la politique économique n'apparaît pas remis en cause par la défaite de l'AKP lors des élections municipales de mars 2024. Après une décennie marquée par un renforcement radical des prérogatives du chef de l'Etat, ces élections marquent une victoire pour la démocratie élective, dans une société très polarisée qui a sanctionné l'échec du pouvoir exécutif à préserver le niveau de vie et les acquis socioéconomiques de la population. Au sortir de ce cycle électoral et sans nouveau scrutin national avant 2028, le risque sociopolitique apparaît modéré. Appuyée sur les deux piliers que sont le secteur bancaire et les finances publiques, une pérennisation de la « normalisation » de la politique économique sera cruciale afin d'apurer les déséquilibres macroéconomiques générés ou aggravés par les choix économiques de l'exécutif, en particulier une inflation galopante alimentée par le crédit et la dépréciation de la lire et la position extérieure, traditionnel maillon faible. En juin 2023, la nomination de Mehmet Şimşek et de Hafize Gaye Erkan, aux postes clés de Ministre des finances et de Gouverneure de la Banque centrale de la République de Turquie (TCMB) respectivement, a été accueillie favorablement par les investisseurs, dont la confiance, comme celle des agents économiques locaux, est à restaurer. En février 2024, la démission de Mme Erkan a rappelé la difficulté d'imposer une continuité dans la durée. Son successeur Fatih Karahan, Vice-Gouverneur

[1] Depuis le 31 mai 2022, les Nations Unies désignent, dans l'ensemble de leurs langues officielles, la République de Turquie sous son nom turc de *Türkiye*. La présente publication conserve la dénomination employée, à la date de sa publication, par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français.

depuis juillet 2023, aura la tâche de maintenir le cap de l'orthodoxie monétaire. La stratégie de politique économique engagée depuis un an s'apparente à une fusée à trois étages : 1/ normalisation graduelle de la politique monétaire afin d'assurer un ajustement macro-financier ordonné et un atterrissage en douceur de l'économie ; 2/ consolidation budgétaire à partir de 2025 compte tenu notamment du coût de la reconstruction post-séismes de février 2023 ; 3/ adoption de réformes structurelles (au point mort depuis une décennie) afin d'améliorer l'environnement des affaires, soutenir la compétitivité hors-prix, la productivité, l'attractivité des investisseurs, le potentiel de croissance économique à moyen-long terme et la transition verte.

Thématique : **Macroéconomie**

Géographie : **Turquie**

Indicateurs clés

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*
"Socio-politique"	IDH (rang / 191 pays)	50	49	48	48	48	45	-	-
	Taux de pauvreté PRITS (6,85$/j PPA)	10,9	10,9	12,6	-	-	-	-	-
	Coefficient de Gini	43,5	42,4	43,8	43	44,4	-	-	-
	Indice de fragilité des Etats (rang / 179 pays)	115	121	120	120	123	118	128	-
	Gouvernance (percentile Banque mondiale)	38	36	36	35	34	32	-	-
"Modèle éco. Croissance"	PIB (Mds USD)	858,9	780,2	760,5	720,2	818,3	905,8	1 108,5	1 113,6
	PIB par habitant (USD courant)	10 629	9 514	9 146	8 613	9 664	10 622	12 849	12 765
	Taux de croissance du PIB réel (%)	7,5	3,0	0,8	1,9	11,4	5,5	4,5	3,1
Finances publiques	Recettes budgétaires (% PIB)	31,2	30,8	30,1	29,4	27,8	26,6	28,4	29,9
	Dépenses publiques (% PIB)	32,8	34,0	34,9	34,1	30,8	27,7	33,9	35,4
	Solde budgétaire (% PIB)	-1,7	-3,2	-4,8	-4,7	-3,0	-1,1	-5,5	-5,4
	Dette publique (% PIB)	27,8	29,9	32,4	39,4	40,4	30,8	28,9	30,9
	Intérêts de la dette publique (% recettes)	4,3	4,9	6,3	6,5	6,0	4,7	6,5	8,8
	Taux effectif moyen de la dette publique (%)	4,8	5,5	6,3	5,9	4,2	3,1	6,0	9,1
Comptes externes	Solde du compte courant (% PIB)	-4,7	-2,6	1,4	-4,4	-0,9	-5,4	-4,1	-2,8
	Dette externe (% PIB)	53,2	57,4	58,5	61,3	53,2	50,4	45,0	-
	Réserves de change (mois d'importartions)	4,0	3,5	4,1	2,6	3,1	2,6	2,9	-
	Variation taux de change / USD (%)	-6,7	-28,3	-11,4	-19,1	-43,4	-30,6	-36,4	-
Système financier et politique monétaire	Inflation annuelle moyenne (%)	11,1	16,3	15,2	12,3	19,6	72,3	53,9	59,5
	Taux directeur Banque centrale (%)	8,00	24,00	12,00	17,00	14,00	9,00	42,50	45,00
	Crédit au secteur privé (% PIB)	84,1	82,6	79,6	89,3	89,5	66,3	-	-
	Ratio de solvabilité (%)	16,8	17,3	18,4	18,7	18,4	19,5	-	-
	Rentabilité des fonds propres (%)	13,6	13,5	10,8	10,8	13,3	37,9	-	-
	Prêts non performants (% prêts bruts)	2,8	3,7	5,0	3,9	3,0	2,0	-	-
	PNP nets de provisions (% fonds propres)	3,2	5,9	8,3	5,0	3,3	1,2	-	-
	Actifs liquides (% passif court-terme)	66,2	64,0	64,8	58,5	84,6	90,9	-	-
	Exposition souveraine des banques (% actifs)	10,8	11,9	14,3	16,4	15,8	18,8	18,3	-
Climat	Classement ND-GAIN (rang / 181 pays)	52	52	52	51	52	-	-	-
	Emissions de GES par hab. (rang / 184 pays)	86	90	93		-	-	-	-

Sources : FMI, BM, PNUD, *Climate Watch*, Université Notre-Dame, sources locales, calculs AFD; * : prévisions ou estimations à meilleure date

1. Un test de démocratie élective globalement rassurant, entre clivage de la société turque et vote-sanction de la politique économique…

Réélu au second tour de l'élection présidentielle avec une majorité parlementaire en mai 2023, Recep Tayyip Erdoğan n'a pu que concéder sa défaite et celle de son parti AKP lors des élections municipales du 31 mars 2024, premier revers électoral majeur en deux décennies d'hégémonie et première victoire à l'échelle nationale du Parti républicain du Peuple (CHP) depuis 1977 avec 38% des voix contre 36% pour l'AKP[2]. Incarnant l'homme fort, charismatique, qui a redonné fierté au peuple turc en remettant le pays sur l'échiquier géopolitique mondial, à l'instar de l'ancien empire ottoman, le président Erdoğan a sous-estimé la contestation populaire face à l'érosion du pouvoir d'achat cristallisée autour du thème de la revalorisation des pensions de retraite, promesse non-tenue de la campagne présidentielle. Les atteintes aux libertés publiques, le tournant autoritaire, les problématiques économiques, la paupérisation induite par l'inflation galopante ainsi que les polémiques suite aux séismes de février 2023 (organisation des secours, non-respect des normes sismiques, corruption) n'avaient pas supplanté les enjeux sociétaux, identitaires et religieux lors des élections générales de mai 2023. Les électeurs turcs n'avaient pas souhaité prendre le risque de l'aventurisme d'une opposition hétéroclite et peu incarnée, à l'issue d'une campagne électorale marquée par une domination du champ médiatique par le camp présidentiel. Dix mois plus tard, les élections municipales ont rendu un tout autre verdict, les cinq principales villes du pays ayant été remportées par le CHP, avec notamment la réélection des maires d'Istanbul et d'Ankara. L'AKP a aussi perdu certains bastions traditionnels dans le sud du pays. Le risque d'instabilité sociopolitique apparaît modéré, malgré des risques d'attentats terroristes toujours prégnants et une société clivée autour d'une ligne de fracture entre les partisans d'une République laïque et les tenants d'un islam politique remettant en cause la sécularisation initiée par Mustafa Kemal Atatürk et dont l'armée a pu être perçue comme la garante pendant quatre-vingt ans. L'instrumentalisation du statut de la minorité kurde (environ 20% de la population) tout comme celle des réfugiés syriens et d'autres populations migrantes, et plus généralement les inquiétudes quant à la dilution de « l'identité turque » continueront de constituer de puissants leviers de la politique domestique et étrangère populiste-nationaliste du président Erdoğan.

Dans un contexte de fragmentation géopolitique mondiale, la politique étrangère turque se fonde sur une approche transactionnelle, pragmatique voire opportuniste, défendant les intérêts économiques et politiques nationaux. Dans une relation à géométrie variable avec la Russie, la Turquie, Etat membre de l'OTAN, a condamné l'invasion de l'Ukraine (à qui elle a par ailleurs vendu des drones) et bloqué l'accès des navires de guerre russes à la mer Noire, sans cautionner pour autant les sanctions occidentales contre la Russie. L'ambiguïté de ce positionnement permet à Ankara d'assurer un rôle de médiateur entre Kiev et Moscou, central dans les négociations de la *Black Sea Grain Initiative* en juillet 2022. Dans le même temps, cette posture de non-alignement entretient la complexité des relations avec les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), très fluctuantes mais quelque peu apaisées depuis 2021 tout comme celles avec les pays du Golfe, l'Egypte, la Grèce et Israël, ces dernières s'étant néanmoins refroidies nettement depuis le début du conflit actuel le 7 octobre 2023). Cette politique rappelle la doctrine « zéro problème avec les voisins » théorisée par l'ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre Ahmet Davutoğlu et déployée dans les années 2000, qui s'est transformée en « zéro voisin sans problème » au cours de la décennie suivante, notamment suite à l'échec de la Turquie

[2] Le CHP avait déjà ravi à l'AKP le gouvernement de plusieurs villes importantes lors du précédent scrutin en 2019, y compris Ankara et Istanbul (à la faveur d'une seconde élection après l'annulation de la première).

à capitaliser sur son aura régionale en tant que modèle de démocratie islamo-compatible ayant inspiré en partie les printemps arabes et à son rapprochement avec l'Iran et la Russie. Comme un symbole de ce jeu d'équilibriste et du rôle incontournable de la Turquie compte tenu de sa position géostratégique, les forces maritimes et aériennes turques et américaines ont mené en août 2023 des exercices conjoints, suivis en septembre de sanctions par l'administration Biden à l'encontre de cinq entreprises turques accusées d'aider la Russie. Le terminal pétrolier de Dörtyol au sud-ouest de la Turquie serait devenu une plaque tournante de l'acheminement du pétrole russe vers l'Europe[3].

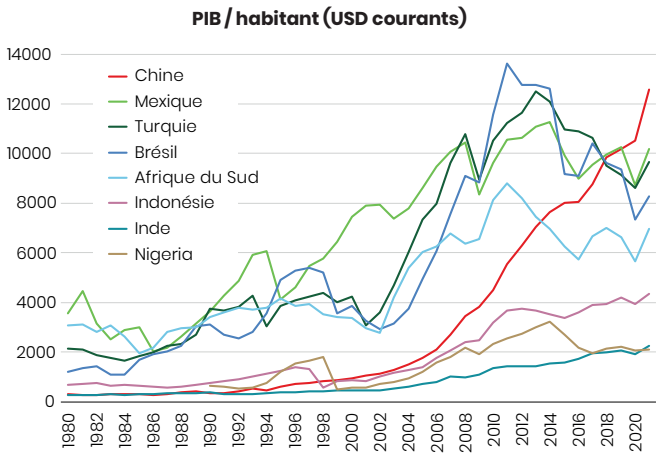
[3] *Financial Times*, "The Turkish terminal helping disguised Russian oil reach Europe", 30 janvier 2024.

2. ...source de fragilisation des acquis socioéconomiques

Au crédit de la première décennie de prospérité de l'ère Erdoğan-AKP (2002-2012), la Turquie présente des indicateurs de développement satisfaisants pour un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) depuis 20 ans. Selon les données du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le pays se positionnait en 2022 au 48e rang mondial à la fois en termes de PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA), d'indicateur de développement humain (2021) et d'indicateur de capital humain (2020). Toutefois, sous l'effet change très défavorable, le PIB par habitant en USD courants a baissé de 15% depuis le pic de 2013, à 10 619 USD en 2022, soit le 72e rang mondial (cf. Graphique 1).

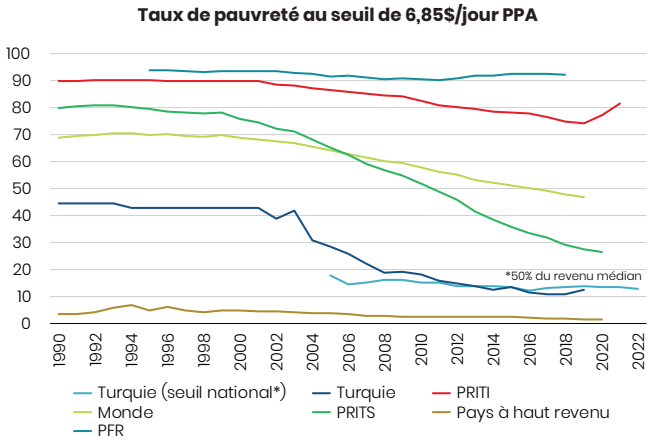
Derrière une croissance économique soutenue par un *policy mix* expansionniste ayant alimenté les déséquilibres macroéconomiques, inflation en tête, les indicateurs socioéconomiques ont stagné voire régressé au cours de la dernière décennie. Les inégalités de revenus sont assez fortes et se sont accentuées au cours des dernières années avec un indice de GINI à 0,44 après transferts sociaux. Les inégalités régionales sont marquées, entre une région nord-ouest où dominent l'industrie et les services, notamment l'administration et le tourisme et le Sud-Est rural et agricole. Les progrès significatifs enregistrés depuis 2004 en termes de taux de pauvreté plafonnent, que ce soit au seuil de 6,85USD/jour PPA (référence pour les PRITS) ou au seuil national de 50% du revenu médian, dans un pays où les filets sociaux sont limités (cf. Graphique 2). Avec un taux de pauvreté autour de 13%, la Turquie se positionne favorablement par rapport à la moyenne

Graphique 1 – Coup de frein sur la prospérité au cours de la dernière décennie



Source : FMI

Graphique 2 – Coup d'arrêt à la réduction de la pauvreté



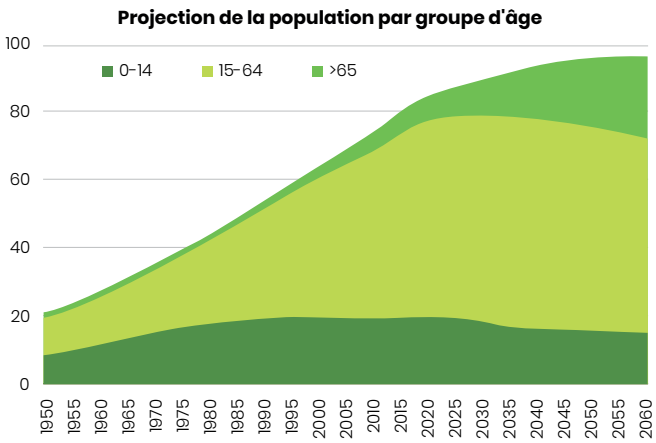
Source : Banque mondiale, TurkStat

des PRITS (27%), mais elle demeure très loin des pays à haut revenu que les autorités visent à rejoindre dès 2026. Surtout, selon l'institut statistique national (TurkStat), 31% de la population serait en situation de risque de pauvreté et/ou d'exclusion sociale, notamment dans les cohortes les plus jeunes.

Les rigidités du marché du travail, l'inadéquation entre offre et demande de travail ainsi que certains facteurs socio-culturels concourent à un secteur informel important (près de 30% des emplois dépourvus de couverture sociale), un taux de chômage structurel autour de 10%, bien supérieur chez les jeunes, un taux de sous-emploi significatif et un taux d'activité faible (53%), particulièrement chez les femmes (36%) et les séniors (à peine 32% chez les 55-64 ans). Le contexte politique et économique a contribué à l'émigration de nombreux diplômés, une fuite des cerveaux dont le principal contingent se situe chez les moins de 30 ans. Les statistiques officielles font état d'une amélioration des conditions du marché du travail depuis 2021, après une dégradation tendancielle depuis 2013, accentuée en 2019 et exacerbée en 2020 avec la crise sanitaire. Le taux de chômage aurait été ramené sous les 9% fin 2023, peut-être en partie favorisé par le cadeau pré-électoral accordé par le gouvernement permettant un départ anticipé en retraite pour potentiellement plus de 2 millions de travailleurs. Au-delà des dynamiques conjoncturelles, des règles rigides en matière d'emploi, y compris pour les contrats à durée déterminée et les contrats temporaires ou intérimaires, contribuent au recours massif au travail informel et semi-formel, que ce soit à titre individuel, au sein d'entreprises non enregistrées ou même d'entreprises formelles. Très importante dans le secteur agricole, la part d'emplois informels a bien fléchi au cours des dernières années (de 48% en 2005 selon l'OCDE à moins de 30% en 2022 selon TurkStat), malgré une rigidité à la baisse dans le secteur non-agricole entre 2013 et 2019 autour d'un plateau de 20%. L'afflux de réfugiés, notamment en provenance de Syrie en 2014-2016[4], est venu grossir les rangs de la population active et initialement de l'économie informelle. A l'opposé de la « flexicurité », le système très couteux pour les entreprises des indemnités de départ est un facteur désincitatif à la création d'emplois formels et entrave la mobilité du travail. D'autant plus que le système d'indemnisation du chômage ne fournit pas une protection sociale suffisante, bien que les cotisations sociales employeurs (15%) et salariés (13%) soient relativement importantes mais destinées largement à couvrir les coûts du système d'assurance santé universelle. Flexibiliser le marché du travail en renforçant le système d'allocation chômage et réformant le système d'indemnités de départ s'avère donc primordial. Par ailleurs, le niveau élevé du salaire minimum par rapport au salaire médian (environ 70%) réduit les possibilités pour les travailleurs à faible revenu d'obtenir un emploi formel, en particulier pour les femmes et les jeunes travailleurs. Révisé semestriellement, le salaire minimum a été multiplié par cinq en deux ans à 17002 TRY nets par mois en janvier 2024 (soit l'équivalent de 515 EUR). Parallèlement le salaire moyen a été multiplié par deux en termes nominaux, alimentant les craintes de spirale salaire-prix et d'indexation de l'économie. Par ailleurs, la croissance des salaires réels (déflatée des prix à la consommation) dans l'industrie a été largement décorrélée de l'évolution de la productivité du travail en 2022-2023.

[4] La Turquie serait le pays à accueillir le plus de réfugiés au monde, avec 3,6 M de syriens selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), auxquels s'ajoutent quelque 320 000 ressortissants d'autres pays, notamment d'Afrique.

Graphique 3 – Défis du vieillissement et de la baisse de la population en âge de travailler



Source : OCDE, Nations Unies (2022)

A plus long terme, la dynamique démographique soulève les défis associés au vieillissement de la population et à la baisse attendue de la population en âge de travailler (cf. Graphique 3). La Turquie est engagée dans une transition démographique avancée, avec un taux de croissance de la population passé de près de 3% par an dans les années 1950-1960 à moins de 1% désormais. Selon les projections des Nations Unies et de l'OCDE, la population totale passerait de 85 à 96 millions à l'horizon 2026. La population en âge de travailler (15-64 ans) plafonnerait à 62 millions autour de 2040 avant de réduire d'environ 5 millions au cours des deux décennies suivantes. Dans le même temps, les plus de 65 ans doubleraient d'ici à 2040 pour atteindre 15 millions de personnes et seraient plus de 24 millions à l'horizon 2060. Le ratio de dépendance des personnes âgées (population de plus de 65 ans rapportée à la population en âge de travailler) augmenterait ainsi de 13% actuellement à 42% en 2060, posant inéluctablement un enjeu de financement et de potentiel de croissance économique.

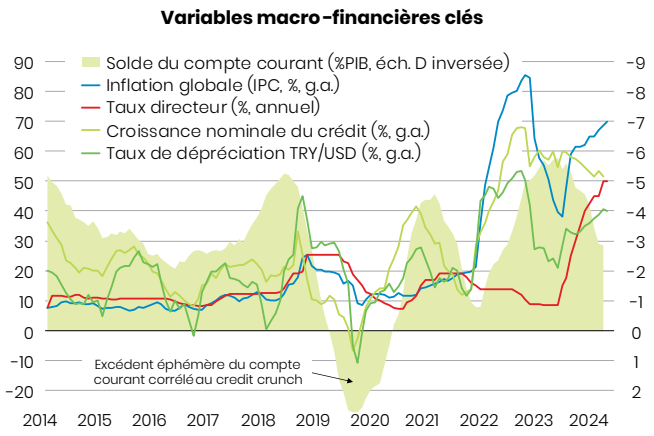
3. Le difficile chemin de la stabilisation macro-financière après la dérive des « Erdoğanomics »

Le pivot du cadre de politique économique, notamment en termes de politique monétaire et de change opéré depuis juin 2023 a donc mis un terme salutaire à une expérimentation risquée et hasardeuse qui contrevenait aux grands principes macroéconomiques et à l'ouverture économique et financière de la Turquie. Le détricotage de l'arsenal de mesures déployé depuis décembre 2021 pour dé-dollariser l'économie aux forceps, drainer les devises et stabiliser la lire, (incluant une forme de contrôle des changes pour les résidents et de répression financière sur les banques), nécessite un pilotage graduel de la part de la Banque centrale, dont les fruits sont attendus à moyen terme.

La stratégie de stimulation de l'activité économique via une politique monétaire ultra-accommodante, un soutien au crédit et un taux de change compétitif censés porter l'investissement et les exportations et consolider la position extérieure du pays s'est avérée un échec. Le rôle moteur accru de la consommation dans le modèle de croissance a accentué les déséquilibres macroéconomiques internes (inflation) et externes (déficit du compte courant). La consolidation macro-financière passe par un refroidissement de la demande interne à court terme et un renforcement durable de la croissance potentielle et de la position extérieure. Un rééquilibrage (au moins partiel) du solde du compte courant est attendu, sous l'hypothèse d'une préservation de la compétitivité des exportations industrielles et d'une réduction de la dépendance énergétique, mais aussi par un regain d'attractivité des flux de capitaux, notamment les IDE non-générateurs de dette.

La dégradation de l'environnement des affaires et du cadre de politique économique depuis la tentative de coup d'Etat de juillet 2016 et la crise de change d'août 2018 a pris un nouveau virage en décembre 2021 avec une politique monétaire et de change encore plus imprévisible. Cette nouvelle phase a succédé à un retour pragmatique mais furtif à l'orthodoxie monétaire entre novembre 2020 et mars 2021 pour endiguer une crise de change larvée associée à la dégradation des comptes extérieurs alimentée par la relance du crédit durant la crise sanitaire. L'expansion du crédit bancaire depuis 2010 a été un puissant moteur de la croissance économique aussi bien que le déficit du compte courant et une spirale dépréciation du taux de change – inflation (cf. Graphique 4). Fait notoire, le retrait des investisseurs étrangers des marchés financiers turcs au cours de la dernière décennie induit que les pressions sur la lire au cours des années récentes sont largement imputables aux agents économiques locaux, défiants envers leur propre monnaie. L'absence de crédibilité de la politique monétaire n'est pas récente puisque la cible d'inflation annuelle n'a été

Graphique 4 – Retrouver la boussole monétaire



Source : TCMB, FMI, calculs AFD

respectée qu'à deux reprises depuis son instauration en 2006. Reste que le biais accommodant de la politique monétaire, son caractère réactif plus que proactif, son imprévisibilité et les interférences politiques se sont accentués avec la succession de chocs endogènes et exogènes subis par l'économie turque depuis 2016. Ceci alors même que cette politique monétaire a été un facteur pernicieux voire central de l'instabilité et de la volatilité macro-financière. Cette situation illustre le triangle d'incompatibilités de Mundell (1960), selon lequel il est impossible de concilier à la fois une mobilité parfaite des capitaux (effective en Turquie depuis 1990), un taux de change fixe (ou stable dans le cadre d'un régime de change flexible de jure comme en Turquie) et une politique monétaire indépendante des conditions internationales. Plus concrètement, l'ouverture économique et financière de la Turquie et sa dépendance aux flux de capitaux étrangers s'accommode mal d'une politique monétaire hétérodoxe. Pourtant les autorités turques ont toujours refusé d'instaurer des contrôles de capitaux et de change vis-à-vis des investisseurs étrangers voire un retour à une forme d'autarcie financière.

L'ingénierie financière et le carcan réglementaire, coercitive pour les banques et les entreprises, déployés à partir de décembre 2021 se voulaient une réponse à de nouvelles pressions sur la lire, une attrition des réserves de change pour défendre le taux de change et une flambée de l'inflation, sur fond d'assouplissement monétaire dicté par le pouvoir exécutif. Plus palliatif que curatif, l'arsenal de mesures adopté avait pour objectif de « reliriser » l'économie, capter la liquidité en devises et soutenir la lire, à travers notamment :

- Le mécanisme de dépôts bancaires en lire protégés du risque de change (*Kur Korumalı Mevduat*, KKM) ;
- Le recours aux contrats à terme de change non livrables pour les exportateurs, obligés de convertir en lire 40% de leurs recettes en devises ;
- L'interdiction faite aux banques de prêter en lire aux entreprises détenant « trop » de devises ;
- La conversion forcée et à la hausse des commissions sur les dépôts en devises ;
- L'obligation de collatéral en titres publics sur les prêts octroyés par les banques commerciales à des taux supérieurs à 1,8 fois le taux directeur. Cette demande captive de titres et la baisse du taux directeur ont permis un abaissement drastique de la courbe des rendements et des conditions de financement pour le Trésor, ainsi qu'un rallongement de la maturité de la dette domestique.

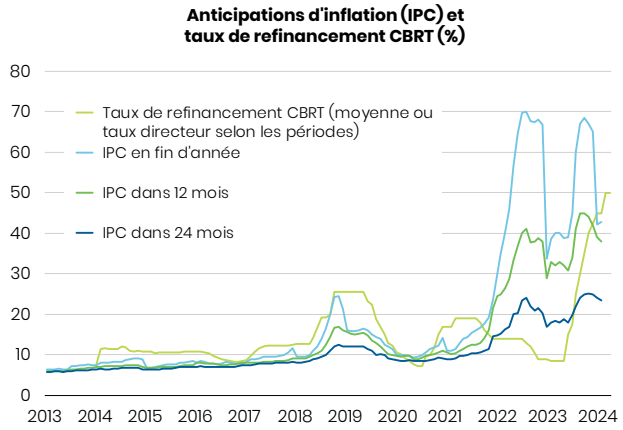
Réélu, le président Erdoğan a concédé un nouveau revirement avec la nomination du ticket Mehmet Şimşek /Hafize Gaye Erkan, deux anciens banquiers d'affaires à New York, respectivement ministre des finances et gouverneure de la Banque centrale (TCMB). Leur feuille de route consiste à normaliser, rationaliser et simplifier graduellement la politique économique, à commencer par la politique monétaire, afin de restaurer la confiance et les règles de marché dans la fixation des prix des actifs (taux, change, actions, or, immobilier, etc.) et désamorcer le risque de bulle financière et immobilière, améliorer l'efficacité de la transmission de la politique monétaire, ajuster le cadre macro-prudentiel, ancrer les anticipations d'inflation, réduire les primes de risque, stabiliser la lire et éviter un atterrissage brutal de l'économie.

Depuis juin 2023, la transparence et l'indépendance de la TCMB sont mises en exergue à travers une communication autour

d'un « discours de vérité » et d'un « guidage prospectif » (*forward guidance*) adossés à des projections macroéconomiques jugées plus crédibles. La démission de Mme Erkan en février 2024 ne relève a priori pas de divergences de vues avec la présidence. Son successeur, Fatih Karahan, vice-gouverneur dans l'équipe Erkan, ancien économiste à la Reserve fédérale américaine (Fed) et sixième gouverneur de la TCMB en cinq ans, s'est montré résolu à maintenir le cap et a déclaré que certaines politiques du président compliquaient la lutte contre l'inflation, faisant notamment référence à la hausse du salaire minimum de 49% en janvier. Certaines voix continuent de s'élever pour pointer une sous-estimation de l'inflation, et il va falloir du temps pour que la fonction de réaction de la TCMB soit lisible et prédictible pour les marchés. La stratégie déployée par la nouvelle équipe économique repose sur trois axes :

- **Restauration du taux directeur comme principal instrument de la politique monétaire** (cf. Graphique 5). Le taux repo à une semaine a été rehaussé de 8,5% à 50% entre juin 2023 et mars 2024, maintenant toutefois des taux réels négatifs compte tenu d'un taux d'inflation officiel à 68,5% en g.a. en mars 2024 (contre 124,6% selon l'estimation du *think tank* ENAGrup), dont +70,5% pour les prix alimentaires et +37,3% pour les prix énergétiques. L'inflation officielle a fini l'année au-dessus de la projection de la TCMB établie en juillet 2023 (58%) et en ligne avec son actualisation début novembre (65%). L'indice officiel des prix à la production, qui avait doublé en 2022 (+97%), a vu son envolée ralentir à +51% en g.a. en mars 2024, suggérant un léger relâchement des pressions sur les marges des entreprises. La TCMB reconnaît l'importance de l'inertie de l'inflation compte tenu des effets cumulés de la dépréciation de la lire, de la hausse des prix alimentaires et des taxes, ainsi que d'une spirale prix-salaires, les revendications salariales étant fondées sur les anticipations d'inflation et non l'inflation réalisée. Par ailleurs, un comportement rationnel individuellement de surconsommation de la part des ménages en période de « valse des étiquettes » conduit à des anticipations auto-réalisatrices sur la hausse des prix. Les anticipations d'inflation à fin 2024 ont été rehaussée à 44% dans la dernière enquête de la TCMB, dont la cible a été fixée à 36%. La TCMB vise un retour à une inflation à un chiffre en 2026. La nouvelle hausse surprise du taux directeur de 500 pb accompagnée d'un élargissement du corridor de taux (à +/- 300 pb autour du taux repo à une semaine) deux semaines avant les élections municipales du 31 mars a renforcé le signal d'une TCMB indépendante et résolue à agir contre l'inflation.

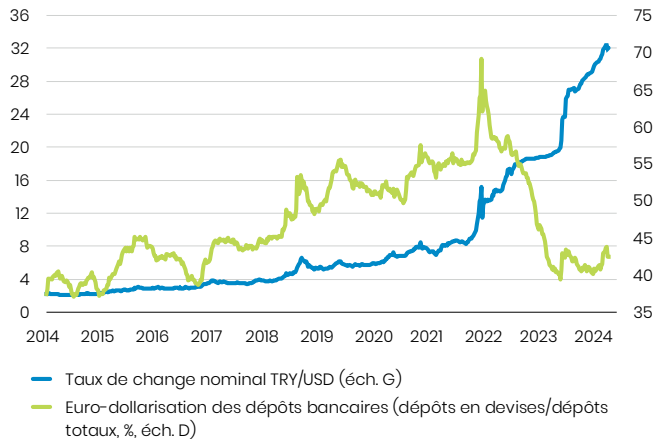
Graphique 5 – Ancrer les anticipations d'inflation par un resserement monétaire d'ampleur



Source : TCMB

- **Sortie du mécanisme de dépôts bancaires en lire protégés du risque de change dits KKM**. L'objectif est d'augmenter l'encours de dépôts classiques en lire de 3,5% par mois grâce à l'ajustement du coût des commissions et des réserves obligatoires sur les dépôts ainsi qu'à la hausse de la rémunération des dépôts classiques en lien avec la hausse des taux d'intérêt, afin d'inciter à la clôture des dépôts KKM arrivant à maturité (90% des dépôts totaux à moins de 6 mois) et/ou la fuite vers les dépôts en devises. Les dépôts KKM auraient représenté jusqu'à ¼ des dépôts totaux à mi-2023 et leur coût cumulé était estimé à 894 Mds TRY (équivalents à 33 Mds USD) en août 2023, supporté essentiellement par la TCMB et dans une moindre mesure par le Trésor. La part des dépôts en devises dans les dépôts totaux se maintient en-dessous de 45% (pic à 69% fin 2021) et le transfert des dépôts KKM vers les dépôts classiques en lire semble s'opérer correctement (cf. Graphique 6).

Graphique 6 – Relative stabilisation de la dollarisation des dépôts malgré la dépréciation continue de la lire

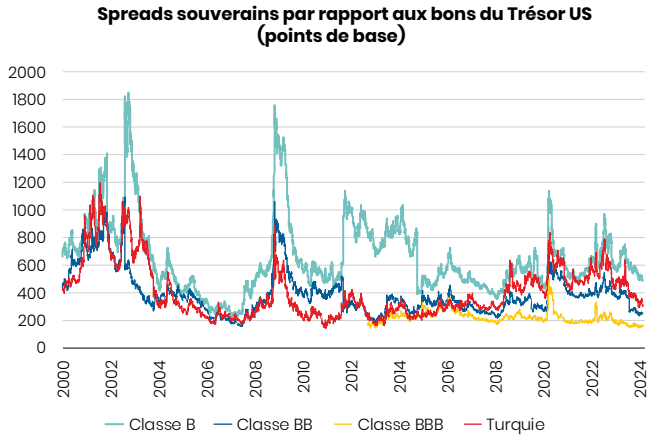


Source : TCMB, calculs AFD

- **Resserrement quantitatif pour éliminer l'excès de la liquidité en lire et encadrement/orientation du crédit bancaire au profit des secteurs productifs (investissement, exportations) et au détriment de la consommation et de l'immobilier**. Les taux au jour le jour évoluent dans le corridor de taux de la TCMB en fonction des conditions de liquidité du marché. La TCMB fournit de la liquidité via des opérations de swap de devises, mais le financement net des opérations d'*open market* (OMO) a été négatif au cours des derniers mois et les liquidités excédentaires ont été stérilisées grâce à des adjudications d'achat de dépôts à une semaine.

Ce virage orthodoxe a commencé à porter ses fruits même si les investisseurs demeurent prudents. La lire s'est dépréciée de 30% par rapport au dollar américain entre juin 2023 et avril 2024, signalant le retrait des interventions de la TCMB sur le marché des changes au comptant afin de préserver les réserves en devises, sans toutefois entériner le retour à un régime de change flottant pur. Le montant des réserves de change a rebondi de 58 à 86 Mds USD en termes bruts entre juin 2023 et février 2024. Les actifs de réserves internationales (devises plus or) s'élèvent à 141 Mds USD. En retranchant les swaps de devises (49 Mds USD) et les dépôts des banques commerciales auprès de la TCMB (74 Mds USD), les réserves de change demeurent donc négatives en termes nets (-37 Mds USD), mais les actifs de réserves internationales nets sont légèrement positifs or inclus (+11 mds USD). La Banque mondiale a doublé sa limite de financements pour la Turquie à 35 Mds USD. Négatifs à hauteur de 8 Mds USD entre décembre 2021 et mai 2023, les flux nets d'investissements de portefeuille sur les marchés financiers domestiques sont redevenus positifs depuis juin 2023 (+4,6 Mds USD dont 1,1 Md en obligations et 3,5 Md en actions) favorisés par une remontée de la courbe des rendements obligataires (inversée suite à la forte remontée des taux courts) et une frénésie boursière à surveiller. Les spreads souverains et les primes de CDS se sont contractés de plus de 600pb en mai 2023 à 300pb en avril 2024, une tendance favorisée par des facteurs idiosyncratiques positifs et relayés par des facteurs externes profitables pour la majorité des pays émergents et en développement avec la perspective de l'assouplissement de la politique monétaire dans les pays développés (cf. Graphique 7). Le souverain et les institutions financières, notamment les banques commerciales, ont ainsi pu lever de nouveaux financements externes au cours des derniers mois. En janvier 2024, Moody's a révisé sa perspective sur la notation souveraine à long terme en devises de stable à positive B3/P). En mars 2024, Fitch a amélioré d'un cran sa notation souveraine en assignant une perspective positive (B+/P), accompagnée d'une amélioration de la notation de 18 banques locales. S&P lui a emboîté le pas début mai (B+/P).

Graphique 7 – Détente importante des spreads souverains



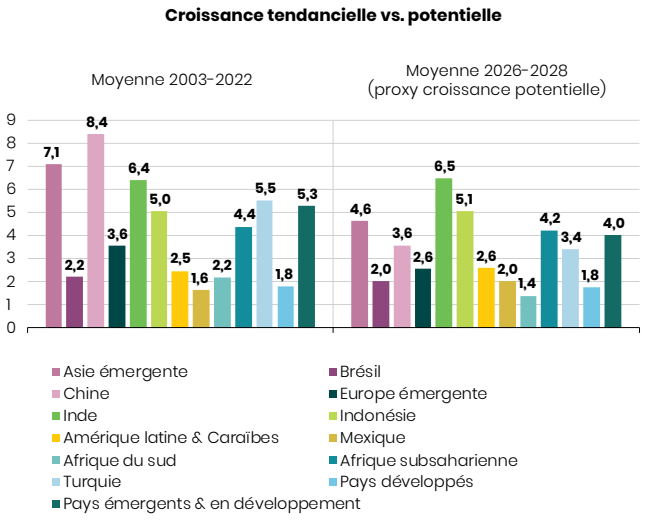
Source : EMBIG JP Morgan

4. Améliorer le climat des affaires et relancer les réformes pour soutenir la croissance, la compétitivité et la transformation structurelle de l'économie…

La stabilisation du cadre macroéconomique doit s'accompagner de réformes fondamentales afin d'échapper à la trappe à revenu intermédiaire. Pour ce faire, la Turquie peut s'adosser à deux piliers encore relativement solides que sont le système bancaire et les finances publiques. Malgré une tradition de thésaurisation (en or et en espèces) et d'épargne financière à court terme héritée des crises passées (1994 et 2001) ainsi qu'une désépargne récente dans le contexte inflationniste, les agents économiques ont maintenu leur confiance dans le système bancaire, pilier du système financier et pierre angulaire du modèle économique turc. La TCMB compte sur les banques commerciales pour arbitrer entre leur bilan/compte de résultat et les considérations de stabilité macro-financière, afin de permettre une transmission efficace de la politique monétaire. Parallèlement, les finances publiques ont connu un dérapage tendanciel mais relativement maîtrisé au cours des dernières années. Une consolidation budgétaire est attendue à partir de 2025, avec pour corollaire une trajectoire d'endettement public favorable et une réduction des risques de liquidité et de soutenabilité à court et moyen terme.

Le programme à moyen terme (MTP 2024-2026) publié par le gouvernement en septembre 2023 fixe un cadre plus crédible que les précédents et a surtout été endossé officiellement par le Président Erdoğan. Il vise le statut de pays à haut revenu en 2026 (>14 000 USD courants / habitant), ce que le FMI projette pour 2029. Après 5,5% de croissance économique sur deux décennies, le potentiel de croissance à moyen terme est estimé à près de 4% par la Banque mondiale et l'OCDE, après une baisse d'environ 1 point de la productivité globale des facteurs, tandis que les autorités turques l'estiment à 4,5-5%. Les projections à moyen terme du FMI suggèrent une estimation de la croissance potentielle plus limitée (autour de 3,5%). Le dernier *Word Economic Outlook* (WEO) a revu à la hausse la projection de taux d'investissement autour de 25% du PIB à moyen terme, plus raisonnable que la précédente projection d'octobre 2023 qui envisageait une chute drastique du taux d'investissement autour de 12% du PIB en moyenne en 2025-2028 (cf. Graphique 8).

Graphique 8 – Ralentissement structurel de la croissance économique au niveau mondial



Source : FMI

Sans être déclinés précisément dans le MTP, les grands axes prioritaires de réformes sont assez clairement identifiés, notamment :

- Flexibiliser le marché du travail et renforcer les filets sociaux ;
- Améliorer l'employabilité par une meilleure adéquation entre formation (initiale et continue) et besoins des entreprises, et augmenter la capacité d'accueil en universités (1M de places pour 2,2M de candidats), même si le système méritocratique fonctionne correctement, afin de juguler la fuite des cerveaux ;
- Adopter des réformes sectorielles : industrie, tech, agriculture, énergie ;
- Réformer la fiscalité en augmentant les impôts directs et réduisant les impôts indirects ;

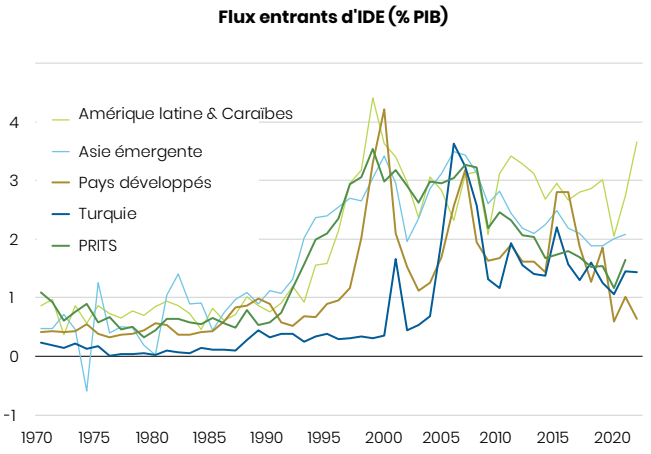
- Réformer le système de retraites (cotisations et abondements des fonds de pension privés insuffisants) ;
- Promouvoir les investissements locaux et étrangers pour favoriser l'innovation, la productivité et la montée dans la chaine de valeur ;
- Soutenir davantage les petites et moyennes entreprises (PME), notamment à travers les banques publiques ;
- Restaurer l'équité des appels d'offre publics, l'indépendance et l'efficacité de la justice civile et pénale (dont la qualité a décliné suite au limogeage de nombreux magistrats après la tentative de coup d'Etat de juillet 2016), ainsi que les droits fondamentaux, tandis que le droit des affaires est largement inspiré du droit européen et les appels d'offre privés sont très concurrentiels ;
- Renforcer le rôle des banques de développement turques dans l'intermédiation des financements des bailleurs.

Le tissu économique turc est constitué de nombreuses PME, importantes pourvoyeuses d'emplois, ainsi que de grands groupes et conglomérats compétitifs à l'international et dotés d'une bonne gouvernance. Dans un climat d'incertitude macroéconomique, (géo)politique et juridique croissante depuis une décennie, les investisseurs étrangers présents de longue date dans l'industrie et les services sont restés et ont appris à s'adapter, comme les entreprises locales.

Mais de nombreux investisseurs potentiels se sont abstenus d'entrer sur un marché concurrentiel, même en l'absence de restrictions aux remontées de dividendes, sauf très temporairement durant la crise sanitaire (cf. Graphique 9).

La position géostratégique de la Turquie est un atout dans le contexte géopolitique actuel, de reconfiguration des chaines de valeurs et de nearshoring vis-à-vis du marché européen. Grâce aux pipelines qui la traversent, aux terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) qu'elle abrite et aux produits miniers dont elle assure le transit, la Turquie est incontournable en tant que *hub* et route

Graphique 9 – Flux d'IDE inférieurs au potentiel indiscutable du pays



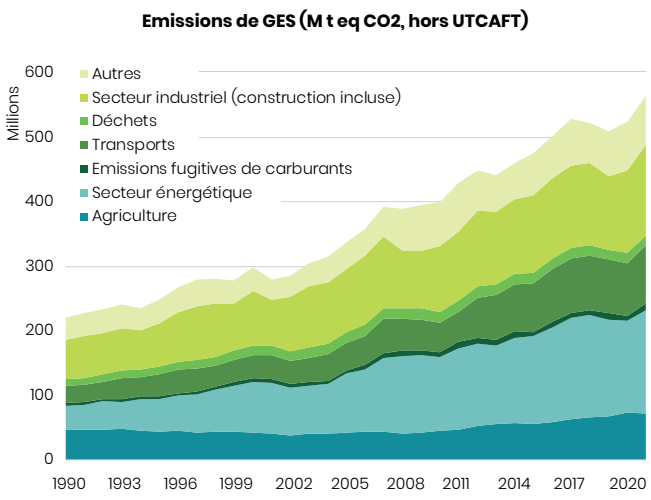
Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

commerciale entre la Russie, le Caucase, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Europe. Elle pourrait cependant être confrontée à la concurrence du plan de corridor commercial Inde/Moyen-Orient annoncé au sommet du G20 à New Delhi en septembre 2023. Malgré une stratégie de diversification des marchés d'exportations (notamment en Afrique), l'UE demeure son marché principal avec plus de 40% des exportations totales, notamment pour les biens manufacturés. Les autorités turques militeraient pour un renforcement de l'Union douanière tout en visant de nouveaux accords de libre-échange pour doper les exportations. Le *green deal* européen et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE constituent un défi majeur pour les entreprises turques facteur d'accélération de la transformation verte et digitale. Enfin, la stabilisation macro-financière améliorerait la visibilité des entreprises exportatrices turques, réticentes à nouer des contrats de long terme avec leurs fournisseurs.

5. ...y compris la transformation verte

La Turquie subit déjà les conséquences du changement climatique à travers la récurrence et l'intensification d'aléas climatiques aux conséquences potentiellement importantes pour le secteur agricole dans les régions plus rurales, pauvres et sèches du sud-est du pays, mais aussi dans les grandes agglomérations urbaines. Malgré un niveau d'émissions de gaz à effet de serre (GES) élevé et un mix énergétique très carboné l'exposition de la Turquie à la transition énergétique est considérée comme plutôt modérée, sachant que la diversification économique, le niveau de développement socio-économique et l'amélioration attendue de l'environnement institutionnel et des affaires limitent la vulnérabilité du pays. Après un certain attentisme, les autorités turques affichent désormais la volonté d'accélérer sur les politiques d'adaptation et d'atténuation, notamment en termes de transition, efficacité et indépendance énergétique.

Graphique 10 – Hausse des émissions de GES



Source : *United Nations Framework Convention on Climate Change* (UNFCCC)

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la Turquie représentent 1,3% des émissions mondiales et ont progressé de 123% entre 2002 et 2022, contre une croissance mondiale de 42% sur la période. Elles ont tout de même cru légèrement moins vite que l'activité économique. Ceci résulte d'une amélioration de l'intensité énergétique du PIB (quinzième rang mondial en 2022) et des efforts récents de décarbonation du mix électrique, même si la consommation finale d'énergie demeure très carbonée. Dans le même temps, les émissions par habitant ont augmenté pour atteindre 8,1 tonnes équivalent CO_2 en 2022, un niveau supérieur à la moyenne mondiale et celle des PRITS. Les secteurs les plus émissifs sont le secteur énergétique, suivi du secteur industriel (construction incluse) et des transports (cf. Graphique 10).

La Turquie est le pays de l'OCDE dont la demande d'énergie a cru le plus rapidement au cours des deux dernières décennies. Sur cette période, elle se classe seconde au niveau mondial derrière la Chine pour l'augmentation de la demande d'électricité et de gaz naturel. La dépendance aux importations atteint 74% de sa consommation énergétique, composée à plus de 80% de combustibles fossiles. Le pays est le 14e dans le monde à avoir franchi la barre des 100 GW de capacité de génération d'électricité combinée. Compte tenu de la forte demande d'énergie, la sortie du charbon sera lente et « naturelle » (moins de 4% du mix électrique projeté en 2053 contre 20% actuellement). Le Ministère de l'énergie ne prévoit pas de nouveaux financements dans le secteur et une production en légère progression au moins jusqu'en 2035. De même, le gaz naturel (26% du mix électrique) continuera de jouer un rôle important à travers la mise en production des gisements *offshore* qui pourraient couvrir 30% de la demande domestique à l'horizon 2028.

Les autorités montrent une volonté d'accélérer la transformation verte de l'économie et les politiques d'atténuation à travers la transition énergétique. Publiée en 2023 suite à la ratification de l'accord de Paris en 2021, la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) de la Turquie vise un pic d'émissions de GES en 2038 au plus tard et une cible « net zéro » en 2053, sans en chiffrer le coût économique et financier. La Banque

mondiale juge cet objectif atteignable à condition de transformations majeures dans de nombreux secteurs économiques, à commencer par le secteur de l'électricité, requérant des investissements importants mais a priori supportables pour la Turquie (68 Mds USD en VAN pour 2022-2030 et 165 Mds USD pour 2022-2040, soit 1,2% du PIB cumulé projeté sur la période). Une taxonomie verte en ligne avec celle de l'UE est en cours d'élaboration tout comme une loi « climat » et une loi « eau », sans oublier les aspects sociaux de la soutenabilité (genre, inégalités). Le régulateur financier (BDDK) finalise des guidelines sur la gestion des risques financiers physiques, climatiques et de transition. Les secteurs de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, de l'électricité, du papier, du bois, de l'exploitation minière, du ciment, de l'acier et du tourisme sont identifiés comme les plus exposés. Les banques affichent des stratégies assez ambitieuses de décarbonation de leurs actifs et d'orientation des financements selon des critères de respect des objectifs de développement durable (ODD) et des aspects sociaux, environnementaux et des gouvernance (ESG). Les efforts d'investissement dans les énergies renouvelables sont illustrés par le fait que 86% des nouvelles capacités installées entre 2018 et 2022 sont des sources renouvelables. Celles-ci atteignaient 54% du mix électrique en 2022, dominé par l'hydroélectrique (31%), suivi par l'éolien (11%), le solaire (9%) et la géothermie et biomasse (3%), positionnant la Turquie au 5e rang européen et au 12e mondial en termes de capacité installée. La première centrale nucléaire du pays (Akkuyu, côte sud), opérée par la société russe Rosatom, a été inaugurée en avril 2023. Deux autres projets de centrales nucléaires ont été annoncés. Le Plan énergétique national 2035 envisage une augmentation de la capacité combinée des centrales électriques à 190 GW en 2035, les énergies renouvelables devant contribuer à 73% de cette augmentation (énergie solaire x5 et éolienne x3).

Les évolutions économiques, commerciales, (géo)politiques et réglementaires internationales autour des questions de transition énergétique constitue une menace mais aussi une opportunité pour la Turquie. Ainsi, l'entrée en vigueur effective en 2026 du MACF dans le cadre du Pacte vert de l'UE représente un enjeu commercial majeur pour la Turquie , encourageant voire obligeant les entreprises exportatrices vers l'UE à se transformer durablement. L'accompagnement du secteur financier et des entreprises turques vers une trajectoire plus vertueuse, en ligne avec les standards européens, est impératif pour l'économie et les autorités turques afin de s'adapter aux contraintes de ce marché toujours crucial. Par ailleurs, la compétitivité à l'exportation de la Turquie dans les technologies vertes et les produits présentant des avantages environnementaux ressort favorablement du *Green Complexity Index* (GCI), le pays se positionnant au vingt-sixième rang mondial. Classée sixième en termes de *Green Complexity Potential* (GCP), la Turquie est bien placée pour développer de façon compétitive d'autres produits complexes verts.

Références bibliographiques

Banque des Règlements Internationaux (2019), *The size of foreign exchange reserves*

Banque mondiale (2022), *Türkiye Country Climate and Development Repor*t, juin 2022

BBVA (2024), "Inflation Pulse, Türkiye significant worsening in inflation trend", 5 février 2024

BMI-Fitch (2024), *Türkiye Banking & Financial Services Report*, Q1 2024

BMI-Fitch (2024), *Türkiye Country Risk Report*, Q2 2024

TCMB (2005), "Recent experiences with capital controls: is there a lesson for Turkey?", 2005

TCMB (2023), *Financial accounts reports*, Q3 2023

TCMB (2023), *Financial stability report*, 16 novembre 2023

TCMB (2023), "A glance at FX-protected and standard deposits from an investor perspective", 15 décembre 2023

TCMB (2023), "The effect of regulations to promote the Turkish lira deposits on interest rates", 15 décembre 2023

TCMB (2023), Press release N° 2023-54 on the macroprudential policy framework, 21 décembre 2023

TCMB (2023), *Monetary policy for 2024*, 29 décembre 2023

TCMB (2024), Inflation report, 8 février 2024

TCMB (2024), "Survey of Market Participants", Mars 2024

Fitch (2024), "Rating Action Commentary", 8 mars 2024

FMI (2023), 2022 Article IV Consultation, IMF Country Report N° 23/303, janvier 2023

FMI (2023), "Financial system stability assessment", IMF Country Report N° 23/304, janvier 2023

Institute of Labor Economics (2023), Job creation and job destruction in Turkey: 2006-2021, IZA DP N° 16491, septembre 2023

International Energy Agency (2023), "Country Analysis Brief: Türkiy", 11 juillet 2023

Ministère des finances de la République de Turquie (2024), *Public Debt Management Report*, janvier 2024

Ministère des finances de la République de Turquie (2024), *Public Debt Management Report*, février 2024

OCDE (2023), *OECD Economic Surveys: Türkiye*, février 2023

OCDE (2023), Labour market and education reforms are needed to ceate more and better jobs in Türkiye, Economics Department Working Papers N° 1782, décembre 2023

Oxford Economics (2024), "Turkey Country Economic Forecast", 14 février 2024

Oxford Economics (2024), "Turkey Country Economic Forecast", 13 mars 2024

République de Turquie (2021), *Annual ownership report of state owned enterprises*, 2021

République de Turquie (2023), "Investor presentation on Commitment to climate change and social development", mars 2023

Republique de Turquie (2023), *Updated First Nationally Determined Contribution*, avril 2023

TEPAV (2023), "How nationalist are we when we pay taxes?", juillet 2023

TEPAV (2023), "A new strategy for Türkiye is on the way", juillet 2023

TEPAV (2023), "Turkey's wage issue: why do we talk about the minimum wage so much?", juillet 2023

TEPA (2024),"Pluralism confronts radicalization in Türkiye: TEPAV surveys on religion and radical attitudes in a Muslim majority country", janvier 2024

Liste des graphiques

Graphique 1 - Coup de frein sur la prospérité au cours de la dernière décennie

Graphique 2 - Coup d'arrêt à la réduction de la pauvreté

Graphique 3 - Défis du vieillissement et de la baisse de la population en âge de travailler

Graphique 4 - Retrouver la boussole monétaire

Graphique 5 - Ancrer les anticipations d'inflation par un resserrement monétaire d'ampleur

Graphique 6 - Relative stabilisation de la dollarisation des dépôts malgré la dépréciation continue de la lire

Graphique 7 - Détente importante des spreads souverains

Graphique 8 - Ralentissement structurel de la croissance économique au niveau mondial

Graphique 9 - Flux d'IDE inférieurs au potentiel indiscutable du pays

Graphique 10 - Hausse des émissions de GES

Liste des acronymes et abréviations

AKP *Adalet ve Kalkınma Partisi* (Parti de la Justice et du développement)
BDDK *Bankacılık Düzenleme ve Denetleme Kurumu* (Agence de Régulation et de Surveillance Bancaire, Turquie)
CDN Contribution déterminée au niveau National
ESG *Environmental, social, and governance* [aspects] (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance)
Fed Réserve fédérale américaine
FMI Fonds Monétaire International
GCI *Green Complexity Index* (indice de complexité verte)
GCP *Green Complexity Potential* (potentiel de complexité verte)
GES Gaz à effet de serre
GNL Gaz naturel liquéfié
KKM *Kur Korumalı Mevduat* (dépôts à taux de change protégé)
MACF Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières
OCDE Organisation de coopération et de développement économiques
ODD Objectifs de développement durable
OTAN Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PME Petites et moyennes entreprises
PPA Parité pouvoir d'achat
PRITS Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
TCMB *Türkiye Cumhuriyeti Merkez Bankası* (Banque centrale de la République de Turquie)
TurkStat *Türkiye İstatistik Kurumu* (Institut national de la Statistique, Turquie)
TRY Lire turque
UE Union européenne
UNFCCC *United Nations Framework Convention on Climate Change* (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques)

Agence française
de développement
5, rue Roland Barthes
75012 Paris I France
www.afd.fr

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares.
Pour un monde en commun.

Avertissement
Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation eDeo-design.com

Date de fin de rédaction : 06/05/23

Crédits et autorisations
Licence Creative Commons
Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

Dépôt légal 2ème trimestre 2024
ISSN 2116-4363
Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
editions.afd.fr